Nous passons beaucoup de temps à la recherche, l'analyse et le tri d'informations. Nous allons donc à l'essentiel dans nos communications !

- **Soignants soumis à l'obligation vaccinale**

Voici la liste des professionnels "soignants" soumis à l'obligation vaccinale

- médecins,
- sages-femmes,
- odontologistes,
- pharmaciens,
- préparateurs en pharmacie,
- préparateurs en pharmacie hospitalière,
- physiciens médicaux,
- infirmiers,
- masseurs-kinésithérapeutes,
- pédicures-podologues,
- ergothérapeutes et psychomotriciens,
- orthophonistes et orthoptistes,
- manipulateurs d'électroradiologie médicale et techniciens de laboratoire médical,
- audioprothésistes,
- opticiens-lunetiers,
- prothésistes et orthésistes,
- diététiciens
- psychologue,
- ostéopathe ou chiropracteur,
- psychothérapeute
- aide-soignant,
- agent de service hospitalier,
- secrétaire médicale,
- pompier,
- assistant dentaire.

Les informations concernant l'obligation vaccinale ont été synthétisées sur ce site. ([Les infos du 03/09, obligation vaccinale](#)).

Voici le [plan de défense juridique](#) (publié par Réinfocovid en date du 27 août 2021).

Le kit de survie pour les soignants dans les documents à télécharger sur la page d'accueil de ce site ([document N°9](#)), édité par [Réinfocovid](#) comprend également **des informations utiles**.

- **Recours contre la suspension de salaire ou l'interdiction d'exercer (libéral)**

Selon [Le Courrier des Stratèges](#), il existe des recours contre la suspension de salaire suite au refus de l'obligation vaccinale ou au refus du pass sanitaire.

Les démarches à entreprendre diffèrent en fonction du statut.

Si vous êtes fonctionnaire

Suspendre un fonctionnaire et son salaire est une sanction (contrairement à une suspension avec maintien du salaire) et suppose donc un passage devant un conseil de discipline.

Si vous souhaitez contester une telle décision, vous disposez d'un délai de 2 mois à compter de son édicton.

Comme la suspension du traitement est une mesure d'urgence, elle ouvre droit à un référé devant le tribunal administratif compétent de votre lieu de travail pour demander le rétablissement de votre traitement pendant votre suspension.

Il vous faudra déposer par courrier recommandé :

- Un **recours hiérarchique** contre la décision prise
- Un **recours ordinaire** (ou recours au principal) **devant un tribunal administratif**. Il est obligatoire pour ouvrir droit à un référé.
- Un **référé** (c'est une procédure de jugement rapide d'une affaire urgente) **devant un tribunal administratif**

Les 3 recours peuvent être faits en même temps et ils sont gratuits mais il est conseillé de se faire aider d'un avocat en droit administratif.

Le détail de la démarche et les modèles de lettres pour les différents recours [GRATUIT : le référé-type des fonctionnaires contre la suspension imposée par l'employeur - Le Courrier des Stratèges \(lecourrierdesstrateges.fr\)](#)

Si vous êtes salarié(e) dans le privé

La suspension de salaire est une mise à pied disciplinaire. L'employeur doit respecter un formalisme et une procédure prévus aux articles L 1332-1 et suivants du Code du Travail : convocation à entretien préalable à sanction, entretien, délai de réflexion, sanction. Si ce n'est pas fait, vous pouvez demander une indemnité supplémentaire dans votre recours.

Le **recours** contre la suspension de salaire doit se faire **auprès du Conseil de Prud'hommes**.

Il est gratuit mais il est conseillé de vous faire aider d'un avocat en droit administratif.

Il vous faudra des preuves pour appuyer vos arguments. Il est conseillé de collecter tous les courriers de votre employeur pour invoquer la discrimination en raison d'un état de santé et/ou la violation du secret médical.

Le détail de la démarche et les modèles de lettres pour répondre aux sollicitations de votre employeur [Les Prud'hommes, mode d'emploi : un jeu dont vous êtes le héros \(surtout si vous êtes suspendu\) - Le Courrier des Stratèges \(lecourrierdesstrateges.fr\)](#)
[Guide pratique pour éviter la suspension sans salaire à partir de demain - Le Courrier des Stratèges \(lecourrierdesstrateges.fr\)](#)

Si vous êtes en libéral

La loi est plus rigoureuse à l'égard des libéraux car une suspension de l'autorisation d'exercer peut impliquer la fin de l'activité, alors que les soignants salariés peuvent être maintenus dans leurs droits et retrouver un emploi.

L'association [BonSens](#) pense que cette rupture d'égalité entre les catégories de soignants sera difficilement validée par la justice. Elle conseille de se regrouper sans attendre et de prendre conseil auprès d'un avocat.

Le détail de l'avis juridique [Avis Juridique pour les soignants exerçant à titre libéral - BonSens.org](#)

Dans tous les cas, leurs recommandations sont :

1. **Attendre la dernière minute** pour faire valoir vos arguments et ne présenter aucun document avant la date butoir qui vous concerne
2. **Ne surtout pas vous mettre en faute** en argumentant de façon inutile face à votre employeur, que ce soit à l'oral ou par écrit. Faire profil bas, **passer inaperçu...**
3. **Demander systématiquement une confirmation écrite** des demandes qui vous sont faites : le droit français est un droit écrit.
4. **Si votre employeur refuse de vous écrire les faits, faire un compte-rendu** factuel de ce qui s'est passé et de ce que vous avez entendu, et l'envoyer par mail à votre employeur avec accusé de réception.

Exemple : *“Bonjour, j’ai pris bonne note que ce jeudi xxx septembre à 12h43, dans votre bureau, en présence de X et de Y, vous m’avez demandé ceci et cela. Bien à vous”*. Ne rien ajouter d’autre.

5. **Demander systématiquement un entretien de “suspension”** en présence d’un conseil ou d’un délégué syndical
6. Si vous avez des congés à prendre, les prendre à compter des dates qui vous concernent
7. Si vous vous sentez sous pression, faire valoir votre souffrance professionnelle pour obtenir un arrêt de travail

Important : multiplier les écrits. Souvent, les gestionnaires de personnel dans le service ne connaissent pas les textes. Ils peuvent commettre des fautes qui vous serviront.

- **Guide juridique pour la liberté vaccinale**

La ligue nationale pour la liberté vaccinale a publié un mémo juridique [GUIDE JURIDIQUE contre la loi du pass sanitaire](#), [Ligue Nationale Pour la Liberté des Vaccinations \(infovaccin.fr\)](#)

Nous rappelons que notre engagement dans la situation actuelle est libre de toute appartenance, et n'a d'autre vocation que d'aider les personnes déjà en difficulté. Nous anticipons pour tous ceux qui commenceront à l'être à partir de la rentrée ...